

II. la crise de 1929 interroge l'efficacité du système capitaliste à assurer le bien-être des individus

A. Les origines de la dépression des années Trente :

Une croissance déséquilibrée fondée sur un optimisme excessif qu'atteste la soif spéculative des E.-U.

1. Les bases précaires de la croissance :

a. Le marasme de l'agriculture : la situation des fermiers indépendants se dégradent car les prix agricoles baissent ainsi que le prix des terres car la production était forte et les stocks s'accumulaient. Et surtout concurrence des **pays neufs** aux prix de vente inférieurs. Des **paysans endettés** par des prêts hypothécaires pour moderniser leur outil de production, croyant que la demande agricole née durant la guerre allait continuer.

b. Au plus fort de la croissance, des perspectives de **surproduction industrielle**. Les entreprises investissaient dans des capacités de production ou rachetaient leur concurrence (processus de **concentration capitaliste**) compte tenu de l'optimisme sur les perspectives illimitées de vente. // les salaires augmentaient moins vite malgré les gains de productivité. Si la production industrielle augmente, elle peine à trouver des débouchés à l'extérieur car le libre-échange n'est pas pratiqué par les E.U et donc en rétorsion, les autres pays appliquent des barrières. Dès avant le 24 octobre, la production industrielle décline et la construction de logements poursuit sa diminution.

c. Une économie d'endettement :

Dynamique de consommation effrénée soutenu par les crédits : achats non pas de produits de première nécessité mais des biens d'équipement comme l'automobile qui en cas de retournement de la conjoncture, pourrait voir sa production s'effondrer tout comme les matières premières entrants dans sa fabrication (acier, caoutchouc...). Or malgré la consommation soutenue, le nombre de chômeurs restait assez élevé (10-12% en Allemagne et au R.-U dans les années 20)

En effet, la **spéculation boursière** ne cesse pas car les titres boursiers sont achetés à crédit et les porteurs ne paient qu'une partie du prix (achat à la marge) : entre 1925 et 29, le cours des actions a augmenté de 250% alors que la production industrielle de 40%. Par ailleurs, les transactions augmentent, ce qui montre le caractère spéculatif du marché (80% se font à crédit). La politique de taux bas de la FED encourage la création monétaire et donc la politique de crédits. Par ailleurs, les profits des entreprises se placent dans les titres boursiers et non plus dans l'investissement car les perspectives de vente sont plus fragiles à la fin 1929. La spéculation boursière est totalement encouragée.

2. Les krachs des 24 puis 29 octobre 1929 plongent les E.U dans une dépression sans précédent :

a. En fait, un double **krach** le jeudi noir, le 24 puis le mardi noir le 29 : Les ordres de vente commencent à affluer à partir du 21 et aboutissent à **l'éclatement de la bulle spéculative**.

b. La crise devient bancaire car les épargnants les entrepreneurs ont besoin de liquidités et retirent leur épargne ou demandent des crédits pour rembourser les crédits pris pour acheter des titres boursiers qui ne valent plus rien.. En effet les banques n'ont pas les capitaux disponibles pour faire face à ces retraits car elles ont investi à long terme cette épargne. Dans ces conditions, les entreprises ne disposent pas de la trésorerie pour payer leurs fournisseurs et les épargnants ne peuvent pas faire face à leurs factures et autres traitements.

Elle devient internationale car les banques US demandent le remboursement des crédits accordés aux banques européennes, vendent leurs participations dans les entreprises européennes qui ne bénéficient plus de l'apport des capitaux étrangers : le 11 **mai 31**, la banque autrichienne du **Kredit Anstalt** annonce l'effondrement du système bancaire allemand : c'est la Darmstadter bank (ou **Danat**) qui coule le 13 juillet malgré le **moratoire Hoover** qui suspend pour un an le paiement des réparations. L'année suivante la conférence de Lausanne met fin aux Réparations.

c. La crise devient économique : la diminution de la consommation entraîne une augmentation des stocks, des invendus qui viennent grossir les stocks accumulés avant la crise et donc une diminution de la production et à terme une hausse du chômage et des faillites d'entreprises. Chez Ford, la production est divisée par 4 entre 29 et 32. L'indice du PIB passe de 163 à 116 entre 29 et 33 (100 en 13). 650 faillites dès 1929, 2300 en 31 sur un total de 24 000 sur la période 29-33

B. Le monde entier est dès lors frappé par une dépression sans précédent.

Rappel : les E.-U. sont le moteur de l'économie mondiale : 42% de la production industrielle mondiale en 1929, 40% des M mondiales de denrées alimentaires et de matières premières.

1. L'effondrement général de la production et ses conséquences sociales

En France dans la décennie 30, la production industrielle diminue de 25%.

Cette chute s'accompagne de celle des **prix** : celui des matières premières est aussi divisé par deux. Ce n'est pas que l'industrie qui est touchée mais aussi le monde agricole et notamment aux E.-U. : la baisse du prix des denrées agricoles est plus forte que celle des prix en général. Les stocks sont tels qu'il faut les détruire parce que ne se vendent (cf. café au Brésil) et l'idéologie libérale interdit de distribuer ces surplus aux populations en détresse car les chômeurs n'ont aucune aide sociale sauf en GB (marches de la faim aux E.U voir les photos de D. Lange et au R.-U, soupes populaires).

Le nombre de chômeurs dans le monde est évalué à 30 millions en 1932, soit trois fois plus qu'en 29.

Bien évidemment, ce chômage provoque des tensions dans tous les pays et se traduit par une montée des partis extrémistes, pas tant le PC que les partis nationalistes et réactionnaires. Chez les ouvriers, la syndicalisation progresse également fortement (la CGT

en France x4 ses effectifs entre 35 et 37 pour atteindre 4 M...)

2. La désagrégation du système de Gènes

Le premier pays à connaître les effets de la crise sur sa monnaie est le R.-U. Aussi le **21 septembre 1931**, le gouvernement britannique de Ramsay Mc Donald (travailliste mais à la tête d'un cabinet d'union nationale) décide **d'abandonner l'étalon-or**. La £ n'est plus convertible en or et donc sa valeur dépend de l'Offre et de la Demande sur les marchés internationaux des devises. Concrètement la £ flotte et perd 40% de sa valeur en quelques jours.

Les E.U de Roosevelt suivent la même politique en **avril 33** (suspension) puis en **janvier 34**, acteront la dévaluation du \$ de 40%. La France qui avait déjà procédé à une dévaluation avant la crise, attend le Front populaire et les attaques sur le franc pour décider un réajustement monétaire en octobre 1936.

3. L'échappatoire du protectionnisme et la constitution des blocs monétaires

Une des conséquences immédiates de la crise boursière est dès 1930, le vote de lois **protectionnistes** qui augmentent fortement les tarifs douaniers sur les M US (tarif **Smoot-Hawley** qui augmente de 40% les taxes). Il s'agit notamment de protéger les marchés intérieurs de la concurrence étrangère. Les exportations britanniques diminuent de 38% entre 29 et 38, les françaises de près de 50%.

Les conséquences de la dépression sur le plan commercial, sont d'une part la fermeture des marchés nationaux avec un protectionnisme renforcé et d'autre part de conquérir des marchés en diminuant les prix des produits à l'exportation ou en cherchant à vendre à perte (pratique du **dumping**).

On retrouve alors les questions monétaires. En effet, **dévaluer** sa monnaie, c'est la rendre moins chère en devises étrangères car il en faut moins pour l'acheter et à structure de prix équivalente, alors les devises étrangères permettent d'acheter plus de produits de la monnaie dévaluée.

L'échec de la **conférence de Londres** de juin 1933 qui ne réussit pas à rétablir un SMI loyal ouvre donc la voie à la formation des **blocs monétaires** centrés sur les trois principales monnaies, le \$, la £ et le Franc : ce sont des régions du monde où les échanges commerciaux sont libellés dans les devises citées. Les flux se réorientent à l'intérieur de ces zones et ils diminuent très fortement entre ces blocs ou le reste du monde. C'est en effet une autre conséquence de la crise.

Ainsi le R.-U. dévalue la £ et instaure des droits de douane (+33% sur les produits sidérurgiques), entorse majeure au pays du libre-échange depuis 1844. Les Britanniques sont les premiers à mettre en place les blocs monétaires. Les **accords d'Ottawa de juillet-août 32** définit la **préférence impériale** entre la métropole et les colonies

Aux E.-U, accord réciproque sur le commerce **de juin 34** (après la dévaluation du \$) : baisse des droits de douane pour les pays qui s'ouvrirait aux biens US. les pays concernés se situent aux Caraïbes où les E.-U en profitent pour renforcer leurs I dans les plantations et les

mines mais aussi en Amérique latine. Mais le **Brésil** échappe à la zone \$ et choisit les voies d'un développement autarcique sous la dictature de G. Vargas, loin des circuits commerciaux internationaux et fondée sur l'industrialisation (développement de l'électricité).

Avec les nazis, est mise en place une politique de **clearing** avec les partenaires extérieurs pour éviter les sorties de devises. L'Allemagne nazie échange des produits qui doivent avoir la même valeur en volume. Par ailleurs, le mark n'est pas convertible en or et en devises et n'est utilisée que pour le marché intérieur.

La France constitue avec ses voisins belge, suisse le bloc de l'or autour du franc Poincaré en 1933. Mais le franc devient trop cher quelques mois plus tard avec la dévaluation du \$. Elle s'oriente alors vers des accords de clearing et des contingentements des importations pour limiter ses déficits commerciaux. Elle s'inspire aussi du R.U en se repliant vers l'Empire.

C. A la recherche de nouveaux paradigmes économiques pour sortir de la dépression :

1. L'inefficacité des politiques **déflationnistes** :

Commentaire du schéma de la crise ; comment relancer la production ?

Réflexe des hommes politiques de l'époque marqué par une formation économique libérale : laisser le marché **s'autoréguler**, l'État doit veiller à rétablir les grands équilibres. L'État doit montrer l'exemple **d'une saine gestion** et réduire ses dépenses ; il doit aussi veiller à défendre la monnaie et protéger les producteurs nationaux.

Les libéraux classiques se placent **du côté de l'offre** selon la loi de J.-B. Say qui veut que l'offre crée sa propre demande (il existe des gisements d'épargne qui seront dépensés car les produits coûteront moins chers).

- réduire les dépenses budgétaires (qui passent par une diminution du traitement des fonctionnaires, des allocations chômage au R.U), c'est notamment la politique menée en 1935 en France par le gouvernement de P. Laval qui réduit de 10% les dépenses publiques.
- réduire les importations en augmentant les tarifs douaniers, en fixant des quotas (voir *supra*)
- rétablir la vérité des prix et rétablir la confiance dans la monnaie, c'est à dire augmenter les taux d'intérêt dans un premier temps, donc mener une politique monétaire restrictive, la banque centrale n'injecte pas de liquidités nouvelles dans les circuits économiques. Si les consommateurs n'achètent pas, c'est que les prix sont trop élevés donc il faut qu'ils diminuent. Pour cela, les entreprises doivent licencier pour réduire leurs coûts de production.

En réalité cette politique économique ne fait qu'entretenir la dépression car la consommation ne cesse de baisser du fait du chômage de masse. L'offre ne crée pas sa propre demande. Les entreprises baissent leur coût de production mais malgré cela les ventes ne repartent pas à la hausse, stagnent.

Le chômage perdure et l'État doit tout de même apporter une aide d'urgence à ces travailleurs sans ressource.

Toutes ces mesures ne font qu'enfoncer l'économie mondiale dans la spirale déflationniste. Il faut donc changer de paradigme.

2. le New Deal, un changement de vision dans le pays du capitalisme

a. Une situation inédite :

Nuancer l'idée que l'administration Hoover (1929-1933) s'est cantonnée dans une stricte orthodoxie libérale, à savoir la non-intervention de l'État et la recherche de l'équilibre budgétaire. En 1932, est mis en œuvre un programme d'aide économique de 2 Mds \$ pour aider les entreprises en difficulté (**agence fédérale du Reconstruction Finance corporation**) ; de grands barrages hydroélectriques sont construits dans la vallée du Colorado

C'est dans ce contexte déprimé que se déroulent les élections présidentielles de novembre 32 et l'élection de F. D Roosevelt, démocrate.

Roosevelt utilise le terme de « nouvelle ère » et s'entoure d'un **brain-trust** qui propose des solutions en rupture avec l'économie classique et puise dans **l'expérience de la guerre** (le dirigisme de l'économie de guerre) mais aussi dans l'économie soviétique (planification ; nationalisation des entreprises de secteurs industriels clés). Roosevelt n'est pas un dogmatique mais fait preuve de pragmatisme. A côté des administrations déjà en place, il crée des organismes à la tête desquels il place des fidèles qui mèneront la nouvelle politique économique des E.-U. appelée **New Deal**.

b. Une approche économique hétérodoxe

A tort, on affirme que le New Deal s'est inspiré de l'ouvrage de Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* : celui-ci ne paraît qu'en 1936, soit trois ans après. Mais il est vrai que Keynes avait analysé la crise non comme un déséquilibre lié à une surproduction mais plutôt pas **un état de sous-consommation**. Selon lui, il pouvait exister un **équilibre de sous-emploi**. Si les entreprises ne vendaient pas, ce n'était pas parce qu'elles produisaient trop mais parce que les consommateurs (les ménages entre autres) n'achetaient pas assez de biens car leurs ressources étaient insuffisantes malgré la baisse recherchée des prix. Dans ces conditions, elles **anticipaient** cette situation et ne relançait pas la production en investissant. Ce qu'il faut, c'est donner à la fois plus de moyens financiers pour acheter mais aussi stimuler la production des entreprises pour « réamorcer la pompe ». Une « révolution copernicienne » en somme.

c. Une thérapie de choc :

La situation étant dramatique au début de l'année 1933 (près d'1/4 de la population active au chômage), il est nécessaire de prendre des mesures d'urgence. Elles concernent tout d'abord le secteur bancaire. Il faut accroître les liquidités monétaires, rendre l'accès à la monnaie plus facile,

Les banques doivent être mieux contrôlées et surveillées dans leurs comportements spéculatifs. Pour cela, **l'emergency banking act du 9 mars 1933** n'autorise la réouverture que

des banques qui présentent des garanties suffisantes.

Pour faire cesser les comportements de **thésaurisation**, l'or est réquisitionné pour accroître les réserves de la FED tout en préparant une politique de création monétaire qui passe par la suspension de la convertibilité du \$ (**avril 33**). La FED émet des \$ sans plafonds, les banques peuvent plus facilement accorder des crédits. Cette expansion relance **l'inflation** mais allège aussi le poids des dettes, revalorise le stock des marchandises puisque les prix augmentent. En **juin**, le **Glass steagall banking reform act** établit une stricte séparation entre les banques de dépôts et les banques d'affaires.

Viennent ensuite les mesures de nature à relancer l'activité économique et redonner du travail aux millions de chômeurs. La politique de **grands travaux** initiée par l'administration Hoover est accentuée : **Tennessee Valley Authority** créée en **mai 1933** qui lance l'équipement hydroélectrique de la rivière.

L'agriculture est également une priorité du New Deal : il faut mettre fin à l'exode rural, à la misère noire des paysans, à l'abandon des terres qui deviennent stériles (auquel s'ajoute le phénomène du *dust bowl*). **L'AAA** du **12 mai 1933**.

L'autre grand secteur concerné est l'industrie. Le **National Industrial Recovery Act** de **juin 1933** renoue avec le dirigisme de la guerre : le **NRA** administration est confiée à un général), il oriente et organise la production industrielle en fixant un temps de travail de 40h aux ouvriers et un salaire minimum (0,40\$ l'heure) interdit de vendre à perte. un code de **concurrence loyale** redéfinit les rapports ouvriers-patrons après négociations dans chaque branche. Un label officiel (**aigle bleu** avec slogan « *we do our part* ») est accordé aux entreprises qui acceptent ces codes de bonne conduite.

d. Une dimension sociale indéniable :

Lors de son discours de l'Etat de l'Union de janvier 1935, R. résume la philosophie du New Deal ?

Aussi ce premier **New Deal** est complété à l'été **1935** par deux grandes lois qui renforcent le caractère social et redistributif de l'expérience. Dans la lignée du NIRA, est votée la **loi Wagner** qui reconnaît officiellement les syndicats comme partenaires des négociations des conventions collectives. Elle légalise le droit de grève et aussi la liberté syndicale. Le mois suivant, en **août** est mis en place pour la première fois aux E.-U, un système de protection sociale généralisée à l'ensemble des travailleurs mais qui ne couvre pas tous les risques. **Social Security Act** : les plus de 65 ans pourront toucher une pension de retraite ; des indemnités chômage sont prévues.

Quel bilan tirer alors de l'expérience Roosevelt ?

- Les résultats économiques sont mitigés.
- Cette « nouvelle donne » a suscité des tensions violentes :

Entre travailleurs et patronat : 1700 grèves en 1933 / 4750 en 1937.

Le **big business** dispose de relais au sein de la Cour suprême composée d'une majorité de

juges républicains qui invalide une partie du AAA et du NIRA. Plus généralement, le milieu des affaires dénonce le dirigisme et l'autoritarisme de l'administration Roosevelt, l'accusant de mettre en place une économie socialiste

- Mais en fait, une majorité d'Américains soutiennent Roosevelt qui est réélu en novembre 1936. Ils partagent avec lui cette exigence de solidarité, de défense de la démocratie, de lutte contre la misère, de répartition équitable des ressources, d'aide aux plus démunis et la nécessaire intervention de l'État fédéral dans la vie éco. et sociale du pays pour imposer aux entreprises, un nouveau rapport de forces.

Voir dans le Nathan l'expérience du Front populaire (mai 36- juin 37) p. 214-5

III. La seconde guerre mondiale confirme l'implication de l'État dans la vie économique et confirme la position centrale des E.-U. dans l'économie mondiale.

A. L'Allemagne nazie s'est préparée à la guerre mais pas à une **guerre totale** (février 1943, Goebbels).

1. Un réarmement rapide avec l'arrivée des nazis au pouvoir

Malgré l'interdiction faite par le traité de Versailles, le réarmement est lancé dès 1934 (rappel de Rapallo avec la Russie soviétique en 1922). En 1938, les dépenses d'armement représentent 50% du budget de l'État. En 1936, le **plan de 4 ans** est confié à H. **Goering** et met l'accent sur les industries stratégiques et la nécessaire approvisionnement en matières premières (pétrole et caoutchouc).

Le choix de la guerre rapide est fait afin d'éviter aux populations allemandes les effets du blocus et des privations de la WWI. La production de chars et d'avions de chasse est privilégiée au détriment des bombardiers stratégiques et de l'artillerie lourde qui ralentit la vitesse de progression des armées.

Aussi le résultat à la veille de la guerre est mitigé : les produits de substitution de l'industrie chimique ne parviennent pas à rendre l'Allemagne totalement autarcique. Par ailleurs, la production d'armements a été ratrappée par celle du R.U au début du conflit. L'Allemagne souffre en fait d'un manque de main d'œuvre qualifiée et entre en guerre en définitive avec des réserves de carburant et d'armement limitées.

2. L'Europe conquise au service du Grand Reich :

Ce sont ses victoires écrasantes sur la Pologne, la France et dans les Balkans qui lui permettent de bénéficier à moindre coût des ressources naturelles, industrielles et humaines nécessaires à la poursuite de la guerre contre l'URSS. A cet égard, la France devient la « vache à lait » de l'économie du Reich hitlérien. Des accords de collaboration économique sont signés entre **Speer**, ministre de l'Armement et des munitions et **Bichelonne** qui conduisent le pays à livrer des denrées alimentaires. Le **STO** (1943) fait suite à la **Relève** (1941) qui s'avère un échec. Les prélevements que subit la France correspondent ainsi à plus d'un 1/3 de son revenu de 1938 (« **doryphores** »).

Outre les achats d'entreprises étrangères à un taux de change très avantageux (ou « aryanisation »), la politique nazie s'accompagne d'une mobilisation gigantesque de la main d'œuvre des territoires occupés organisée par **Saukel** et dont le traitement est très variable, et mesurable à l'échelle de la hiérarchie raciale des nazis.

3. Mais l'économie de guerre nazie manque de cohérence

Si le **ministère de l'armement a été créé en 1941**, il a été mis en concurrence avec les groupes industriels créés par les lieutenants d'Hitler comme Himmler (la SS est à la tête d'un empire industriel). Malgré le **Führerprinzip**, il n'y a pas de politique cohérente et le IIIe Reich n'a surtout pas anticipé la possibilité d'une guerre longue.

Certes, la mobilisation mise en œuvre à partir de 1943 et l'entrée dans la guerre totale permet le triplement de la production d'armements entre janvier 42 et juillet 44 mais elle ne rattrape pas l'avance des Alliés occidentaux. Par ailleurs, cette conviction d'une guerre courte a délaissé la recherche vers des armes nouvelles intégrant le progrès technologique et quand Hitler annonce la mise au point de ces armes qui feront basculer le cours de la guerre, elles sont fabriquées en quantité trop limitée (avions à réaction Messerschmitt 262 ; V1 ancêtres du missile de croisière ou V2, qui préfigure la fusée sous la direction de W. von Braun).

B. En revanche, les démocraties ont su rapidement adapter leur appareil productif aux exigences de ce type de guerre

La France à partir de 1938 décide de réarmer sous Daladier (assouplissement de la loi de 40 h de 1936) mais elle doit négocier (J. Monnet) avec les E.-U. des livraisons d'armement notamment d'avions où le retard est criant.

1. La rapide conversion de l'économie britannique à la perspective d'une guerre longue mais un effort épuisant.

Dès 1935, les dépenses d'armement augmentent pour x4 au moment de la guerre. la production d'avions est équivalente à celle du Reich en 1939 (d'où la résistance lors de la bataille d'Angleterre). Très vite, le R.-U. convertit son économie à la guerre, forte de l'expérience de la WWI : se met en place une **économie centralisée et dirigiste**. Cette organisation rationnelle de l'appareil industriel britannique lui permet d'être plus productif que son homologue allemand à partir de la fin 1940 mais la vétusté de cet appareil limite la production à partir de 1943 (gains de productivité limitées/ progrès US).

L'effort de guerre est soutenu par l'aide fournie par la première économie mondiale et surtout par les progrès technologiques réalisées dans les domaines de l'informatique naissante (cassage du codage **Enigma**) et la détection aérienne.

2. Les E.U deviennent rapidement « l'arsenal des démocraties ».

Dès 1940 et malgré les lois de neutralité de 1935, la loi **cash and carry** de 1939 les amendent, les E.-U relancent leur programme naval face à la menace nipponne. Le pas décisif est franchi au début de l'année 1941 avec le vote de la **loi prêt-bail**. Au total ce sont près de 50 Mds \$ d'aides qui auront été distribués dont près des 2/3 au R.-U.

Le **Victory program** accorde au président une concentration des pouvoirs qui lui permet de lancer le projet **Manhattan** en 1942 (de fixer les objectifs de production d'armement. Il est épaulé par le **War Production Board**. Cette production s'explique par la généralisation du taylorisme et voit une croissance des gains de productivité grâce aux machines-outils performantes.